



Quelle démocratie pour l'Europe?

Josef Jařab

► To cite this version:

Josef Jařab. Quelle démocratie pour l'Europe?: Cahiers du CEFRES N° 14f. Regards communs sur l'Europe. Cahiers du CEFRES, 1998, Regards communs sur l'Europe, 14f., pp.5. halshs-01165194

HAL Id: halshs-01165194

<https://shs.hal.science/halshs-01165194>

Submitted on 18 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 14f, Regards communs sur l'Europe
Jacques Rupnik (Ed.)

Josef JAŘAB

Quelle démocratie pour l'Europe ?

Référence électronique / electronic reference :

Josef Jařab, « Quelle démocratie pour l'Europe ? », Cahiers du CEFRES. N° 14f, Regards communs sur l'Europe (ed. Jacques Rupnik).

Mis en ligne en janvier 2012 / published on : january 2012

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c14f/jarab_1998_quelle_democratie_europe.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Quelle démocratie pour l'Europe?

Josef Jařab

Permettez-moi de prononcer devant cette digne assemblée d'hommes politiques et de politologues quelques paroles en marge de notre thème central. Je m'empresse d'ajouter que l'une des conditions nécessaires pour que des voix marginales puissent s'élever et pour qu'elles soient écoutées est, selon moi, l'instauration et la pérennisation d'une société démocratique fonctionnelle dans notre pays et sur notre continent. J'entends, en qualifiant mes remarques de personnelles, qu'elles trouvent leur origine dans mon expérience de littérateur, de pédagogue et d'administrateur universitaire, ainsi que me présentait M. Rupnik; mais je souhaite également ainsi exprimer ma conviction que dans toute discussion sur la démocratie une place doit être faite non seulement aux enseignements tirés de la vie politique, mais aussi aux voix témoignant des expériences faites dans tous les domaines de l'activité humaine. Je reconnais que c'est également une des raisons qui m'amènent à penser que l'association du rôle de sénateur et d'une profession civile est, en règle générale, un fait plutôt positif et souhaitable.

Lors des fêtes pascales, j'ai eu l'occasion de revenir à la littérature et j'ai relu les journaux de Jan Zábřana. Dans un passage de mai 1948, le jeune auteur et traducteur écrit: "La démocratie n'est possible que si la majorité absolue des gens est mature. Dans le cas contraire, le pouvoir tombe entre les mains de non-penseurs et des victimes consentantes de quelque démagogue, et la démocratie dérive vers la dictature dudit démagogue, qui règne en lieu et place des foules. Dans ce cas, l'adage 'tenir en bride les forces dangereuses' semble tout à fait s'imposer."

C'est une première vision possible de la démocratie, qui la conçoit comme le garant d'un système politique équilibré, fonctionnel et sûr. Nous nous en souvenons, à l'époque où Zábřana écrivait ses journaux, ces forces dangereuses s'employaient à mettre en place, chez nous, un pouvoir non démocratique. Puis, nous savons que le monopole du pouvoir, en Tchécoslovaquie socialiste, ne tarda pas se transformer en régime totalitaire, dont fit les frais, sous des formes et à des degrés divers, la grande majorité de la population de notre pays; naturellement, l'écrivain Jan Zábřana ne fut pas épargné non plus. Nous pouvons donc nous demander, et, dans la veine de Zábřana, nous devrions même nous demander, si la majorité de notre peuple ne manquait pas, en ces années 1946-48, de maturité; et, si tel était le cas, pourquoi il en était ainsi. La seconde question est encore plus essentielle: comment combler ce déficit de maturité dans la population pour qu'elle comprenne les dangers qui menacent la démocratie et soit capable d'inverser la tendance?

Face à cette vision essentiellement pessimiste de la démocratie, qui la conçoit comme un instrument de défense face aux "forces dangereuses", existent des opinions plus optimistes qui puisent, par exemple, dans la philosophie de Jefferson. Elles voient dans l'homme et la société humaine plus un espoir qu'une menace, et dans la démocratie une occasion et une possibilité de réaliser le meilleur de ce que nous portons en nous, tant individuellement que collectivement. L'histoire et ses diverses étapes nous montrent que ces deux conceptions sont fondées et que le système de gouvernement qu'est la démocratie ne devrait en négliger aucune. Non plus que tous ceux qui se sont donné pour objectif de développer et de renforcer la démocratie, et pour tâche d'éduquer à la démocratie, "d'apprendre la démocratie".

L'observation purement civique et extérieure de la vie politique s'enrichit, après 1989, pour moi et pour nombre de personnes, de la possibilité de participer réellement à son évolution et à sa création. Dans mon cas, cela se concrétisa par mon entrée dans la politique académique lorsque je devins recteur d'université; puis, en 1990, j'entrai dans la politique communale en devenant membre du conseil municipal d'Olomouc, et, enfin, je m'associai à la politique "nationale" après les élections sénatoriales de 1996.

Toutes ces expériences me donnèrent l'occasion, comme à beaucoup d'autres, non seulement de réfléchir à l'état de la démocratie ici et ailleurs, mais aussi de réfléchir à la voie que nous empruntons, à la voie qu'emprunte l'Europe, à la voie qu'emprunte notre civilisation, parce que nous sommes petit à petit sortis de l'isolement de pensée stérile dans lequel nous enferma, malgré notre opposition parfois active, parfois efficace et productive, le régime communiste quarante années durant.

Après 1990, beaucoup d'entre nous eurent la surprise de découvrir que la transformation de l'enseignement supérieur ne s'achèverait pas, voire ne commencerait pas véritablement, avec la seule destitution du marxisme-léninisme omniprésent et tout-puissant. Les nouveaux responsables académiques, démocratiquement élus, comprirent vite que ce processus serait long et fastidieux, pour des raisons tant économiques et politiques que psychologiques. Toutefois, je constatais non sans étonnement que les recteurs des universités occidentales avaient eux aussi leur part de préoccupations; grâce à nos nombreuses réunions et rencontres, nous réalismes que l'enseignement supérieur européen, mondial même, était confronté à un devoir complexe, plus complexe peut-être encore que ce que représentait pour nous la transformation d'un système éducatif totalitaire en un système plus libre. De surcroît, il devint de plus en plus évident que les problèmes que les universités d'Europe centrale et orientale devaient affronter étaient, outre ceux liés aux conséquences du passé communiste totalitaire, des problèmes de nature *a priori* plus "occidentale", tels, par exemple, le besoin exprimé de démocratisation et d'accès élargi à l'enseignement supérieur, la pragmatisation et la "commercialisation" croissante du système éducatif et de la recherche scientifique, l'écoute des exigences imposées par le marché du travail, etc. Dans ma position actuelle de recteur de l'Université centre-européenne de Budapest, je me rends de plus en plus compte que la tâche de cette institution internationale est de mettre son activité pédagogique et scientifique au service des défis engendrés par la crise des universités de l'Est et de l'Ouest, pour reprendre la terminologie des années de guerre froide qui marqua beaucoup plus le mode de pensée des deux "camps" qu'ils ne l'imaginent et ne l'admettent. Les défis nés et à naître de ces deux crises concernent les écoles supérieures de tous les pays d'Europe, qui ne pourront les éviter, ce que nous montrent, sous une forme plus concentrée, les universités de l'Allemagne réunifiée. Cette tâche d'enseignement et d'éducation populaire doit, pour une société ouverte et tournée vers l'avenir, impérativement inclure l'apprentissage de la démocratie, de la tolérance active et du travail constructif.

Je suis profondément convaincu que les deux parties de l'Europe, la plus chanceuse comme la moins heureuse, peuvent, chacune à sa façon, contribuer au succès d'une telle éducation et enrichir la palette des expériences historiques les plus nouvelles. Les dissemblances et ressemblances observées dans les deux contextes, qui sont aujourd'hui appelés à devenir, et deviennent, un contexte unique, incitent à réfléchir.

On dit souvent que la défiance parfois exprimée, dans les pays post-communistes, vis-à-vis des autorités, pourtant démocratiquement élues, est l'expression d'une sorte de "gueule de bois est-européenne" héritée du régime précédent, où la société se partageait distinctement, dans l'esprit des citoyens, en "eux" et "nous" (bien que l'on ne puisse nier la part d'alibi conscient ou inconscient que cette terminologie séparatrice recelait, parce que beaucoup, pour ne pas dire tous, n'ignoraient pas que sans nous "eux" n'auraient que difficilement pu exister et gouverner).

L'année passée, je fus surpris par le discours de l'un des candidats au concours d'attribution d'un poste d'enseignant à l'Université centre-européenne, qui parlait avec force du manque de confiance de ses concitoyens italiens dans le système gouvernemental. Quel surprenant parallèle, quelles que fussent les voies empruntées par ce phénomène politique! Je ne suis pas un adepte des théories et interprétations post-modernes de la réalité actuelle, parce qu'elles relativisent quasi à l'infini les valeurs socles de notre civilisation; cependant, je ne peux me défendre d'un certain scepticisme lorsque nous nous prétendons capables d'interpréter la réalité si complexe et si rapidement changeante selon des méthodes traditionnelles et éprouvées, des décennies, voire des siècles durant, et sans seulement établir un véritable "état des lieux" objectif de notre monde. Nous ne pouvons exclure de cet inventaire et de son analyse l'état de la démocratie dans les pays européens, et l'objectif de cette analyse devrait être de déterminer les conditions qui assureraient **la confiance** envers la démocratie. La démocratie européenne, ou la démocratie en Europe, devra être capable de gagner la confiance des citoyens et Etats membres de notre continent si elle ne veut pas être une coquille vide, si elle veut être réelle et efficace.

L'**efficacité** de la démocratie européenne est une autre de ses qualités nécessaires. Avant novembre 1989, quand il était plus question, chez nous, de démocratisation que de démocratie, naquirent des controverses tant profanes que spécialistes sur la possibilité de réaliser avec succès des réformes économiques de type libéral sans libéralisation du système politique. Ces questions revinrent sous une autre forme non seulement dans les débats politiques et idéels, mais aussi dans la réalité des pays membres de l'ancien Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon) après les importants changements politiques du début des années quatre-vingt-dix. Il apparut que, malgré les longs efforts de

Moscou dans ce sens, les différences entre les pays du bloc soviétique, quelle qu'en fût la nature: niveau d'industrialisation, agriculture, système éducatif et culturel, ou expériences historiques de gouvernements démocratiques, n'avaient pas totalement disparues. Les questions urgentes étaient de savoir où commencer la politique de libéralisation et à quel rythme il convenait de la mettre en oeuvre.

La population des Etats post-communistes d'Europe centrale fit preuve d'une maturité politique certaine quand elle comprit que la stabilité politique, qui permet de mettre en oeuvre et de développer une véritable démocratie représentative, est plus importante que la réalité économique du moment. Cela permit aux Polonais, aux Tchèques et aux Hongrois de s'engager effectivement, et avec un certain succès, sur la voie des réformes économiques. Même dans les moments de crise que rencontrèrent ces trois pays d'Europe centrale, la démocratie se révéla suffisamment forte et vivace. La situation est totalement différente dans l'actuelle Russie, qui n'est pas encore parvenue à mettre en place une démocratie représentative. Bien qu'au premier abord il pût sembler que la Russie de Gorbatchev, puis d'Eltsine, s'engageait sur cette voie, en réalité, seuls des éléments d'un système que le politologue Guillermo O'Donnell qualifie fort pertinemment de "démocratie déléguée" furent mis en place (ce système, qu'il convient de ne pas confondre, malgré quelques analogies, avec le système présidentiel, est en vigueur dans quelques pays du monde libre). Ce qui, en Russie, joua un rôle décisif après l'éclatement de l'URSS fut justement, entre autres choses, l'utilisation des anciennes structures de pouvoir dans la mise en oeuvre d'une politique de réformes économiques qui, malgré une certaine démocratisation du pays, n'entraîna pas de changements démocratiques assez profonds et efficaces à long terme. En outre, nous savons que d'autres pays de l'ex-Union soviétique ont à l'heure actuelle un espoir beaucoup plus ténu encore de voir la démocratie et un système démocratique représentatif se mettre en place.

La troisième qualité de la démocratie européenne devrait être sa **fédérativité**. M. le député Bourlanges a fort brillamment su nous parler et nous convaincre de cette exigence. Je me limiterai donc à une ou deux questions liées à cet aspect fédératif de la démocratie en Europe. La première question est la suivante: la fédération européenne intègre-t-elle et intégrera-t-elle des Etats européens ou des nations (peuples) européens? L'émotion que suscita la proposition du Premier ministre slovaque Jan Ľarnogurský, qui parla, au début des années quatre-vingt-dix, d'une étoile et d'un fauteuil européens indépendants pour la Slovaquie, nous est non seulement restée en mémoire, mais contribua, d'une certaine façon, à engager des discussions sur l'éventualité d'une partition de la Tchécoslovaquie, bien que l'auteur de cette proposition nie toute part de responsabilité dans la concrétisation de la partition de la fédération, car son objectif déclaré était "de donner à la Slovaquie non seulement la possibilité de sauvegarder son identité, mais aussi un sentiment d'égalité psychologique avec les autres nations". Ces paroles mettent en évidence la complexité de la problématique liée au droit des Européens à l'égalité et à la spécificité. Ce processus d'égalsation des droits et de maintien du droit à la reconnaissance de l'identité culturelle pour tous et chacun n'en est, au niveau de sa réalisation juridique, pratique et factuelle, qu'à ses balbutiements. On parle de disparition des Etats nationaux, mais en réalité de nouveaux Etats font leur apparition, et il est peu probable que cette tendance s'arrête. Nous savons que dans certaines parties de l'Europe les tensions entre groupes ethniques et nationaux ne cessent de s'aggraver.

Existe-t-il des exemples à suivre ou à étudier plus avant? Le cas de l'Espagne post-franquiste semble extraordinairement intéressant d'un point de vue historique et représente peut-être un cas d'école, qui parvint, après avoir aboli le système autocratique centralisé, à éliminer par la décentralisation les forces ethniques séparatistes du pays. Là-bas non plus, cependant – les faits le montrent parfois –, la solution n'est ni définitive ni totalement satisfaisante pour tous, mais il est indubitable qu'elle représente un réel succès de conception fédérative de la démocratie en Europe.

Nous n'avons d'autre alternative que de créer et d'élaborer tous ensemble une Europe unifiée, tous ensemble, c'est-à-dire tous les ressortissants de l'Europe – et ses ressortissants sont tous ceux qui y vivent. Il était tout à fait naturel de parler, après 1990, de l'entrée et du retour de certains Etats européens au sein de l'Europe, ce qui signifiait, à terme, la perspective, pour les moins chanceux historiquement, d'adhésion aux structures politiques et économiques européennes existantes; il est logique que les pourparlers sur le rapprochement des deux ex-blocs de notre continent continuent. Il est en revanche irréaliste, bien que certains, de part et d'autre de notre Europe longtemps partagée, le conçoivent ainsi, voire, pour les raisons les plus diverses, le souhaitent, que certains Européens soient

appelés à créer une communauté de nations européenne moderne et que d'autres se contentent de s'y rallier.